

À QUOI NOUS SERT L'HISTOIRE ? A PROPOS DU COLLOQUE MICHELET 2011 A BRIVE

La question posée par le Centre Edmond Michelet lors de son colloque annuel à Brive, est à la fois simple et subtile dans sa formulation : elle induit par le verbe et le pronom, une réflexion sur l'utilité de l'Histoire, tant sociale qu'économique et sur la place que ce domaine de l'humain occupe dans le temps, individuel et collectif.

Servir peut signifier brutalement ce que cela rapporte en termes de gains et profits, tant l'époque développe la performance rapide et rentable.

Mais le verbe signale aussi une autre acception, moins triviale que l'utile, plus noble qui relève d'une cause humaniste, d'une mission qui honore des valeurs dans le cadre français de la République. Selon que le verbe est transitif ou non, le sens de la discipline change radicalement.

L'Histoire est convoquée pour différentes causes de natures éducative, idéologique et/ou politique (*servir quelque chose ou quelqu'un*); elle a aussi une vocation opératoire de nature instrumentale (*servir à faire quelque chose...*).

Ainsi, cette utilité, fréquemment invoquée pour justifier l'existence de l'objet ou au contraire la nier, implique d'examiner son usage social, politique ou économique et de considérer les conséquences pragmatiques ou morales de ces usages : En quoi l'Histoire *peut* ne pas servir, voire à quoi elle ne *doit* pas servir ?

Répondre à ces deux interrogations dans le cadre de l'enseignement de l'Histoire en LP, renvoie à la didactique de la discipline et aux pratiques pédagogiques dans les classes de CAP et Bac Pro. Nous y reviendrons ci-dessous.

Mais dans la réflexion préalable, ces questions invitent à se pencher sur **l'instrumentalisation de l'Histoire**, utilitarisme socio-économique, ou propagande idéologique au service d'une cause parfois douteuse, souvent illégitime, voire illégale.

Le programme du colloque ne fait pas l'impasse sur cette récupération à des fins non éducatives dans un pays où l'Histoire s'inscrit dans un récit des origines, garante de l'identité française, véritable roman national, passionnel et donc controversé.

On peut évoquer rapidement, dans le premier cas, la place et le rôle grandissant de l'utilisation des sites patrimoniaux, riches d'histoire millénaire dans **l'économie du tourisme**, source importante de richesse et d'emplois, par la publicité et les stratégies de communication et de marketing des collectivités territoriales, notamment les conseils régionaux.

Dans le second cas, on mentionnera, soit le détour communautariste qui s'octroie une mémoire exclusive dans une concurrence victimaire (par exemple, les conflits de la mémoire à propos des monuments commémoratifs d'Oradour sur Glane), soit l'exemple néfaste de la pensée négationniste devenue illégale, soit encore le débat sur l'intrusion du pouvoir, exécutif ou législatif, dans la construction d'une Histoire officielle (cf. les lois mémorielles ou la future érection d'une maison de l'Histoire de France), soit enfin, la question complexe du rapport entre l'historien, le témoin et le pouvoir judiciaire, notamment dans les procès d'assise (cf. les procès Papon et Touvier).

Le **nous** de l'interrogation renvoie, lui, au rapport que j'entretiens avec mon passé personnel et avec les différents récits du passé national, constamment réécrit à la lumière des préoccupations d'un présent qui se dérobe.

En tant que personne, je répondrais volontiers sans fard que l'Histoire me sert à vivre, à donner un sens à ma vie depuis mes études au collège, lorsque cette discipline, aussi loin que je me souviens, commença à me passionner.

Je rejoins alors cette passion française autour de ce roman national, déjà invoqué et glorifié par les penseurs républicains du XIX^e siècle (Jules Michelet, Ernest Lavisse, Ernest Renan...)

Support de ma vie dans sa signification et dans sa direction, l'Histoire m'aide aussi à supporter une époque difficile aux valeurs instables, soumise à des changements socio-économiques brutaux.

La noblesse du servir, l'Histoire comme une enquête rigoureuse pour comprendre le présent à la lumière du passé, comme un guide raisonné et critique, est alors battue en brèche par l'utilité-rentabilité, forcément déçue devant l'absence de profit matériel immédiat exigé par les *clients* de l'École (l'élève et le parent).

L'enjeu de l'Histoire est donc doublement d'importance

- Il concerne la **construction**, toujours recommencée **d'une conscience collective** dans une société démocratique qui s'enracine dans la connaissance et la mémoire des événements du passé, glorieux ou tragiques, exceptionnels ou quotidiens. L'Histoire est ainsi dans ce cadre, une science sociale soumise aux règles de la recherche universitaire.
- Il prend tout son sens dans **l'enseignement d'une discipline scolaire**, associée à la géographie dans une dimension spatio-temporelle voulue par les fondateurs de l'école républicaine qui affirmaient le lien indissoluble entre le territoire national et la communauté des citoyens.

Les réponses apportées relèvent bien d'une éducation civique, enseignée par les professeurs d'Histoire et Géographie dans les collèges et lycées de France.

Dans les lycées professionnels, la question posée prend une toute autre ampleur lorsque l'on sait que l'enseignement de l'Histoire et Géographie est associé aux Lettres par le truchement d'une bivalence statutaire de recrutement.

En somme, cette *quadrivalence* institutionnalisée est le résultat d'une volonté globale de faire lien, principalement entre le domaine des humanités classiques d'antan et celui de l'insertion sociale et professionnelle en vue de l'obtention d'un diplôme CAP ou Bac Pro.

Il s'agit alors de répondre à une urgence éducative, le défi d'intéresser des élèves au sortir du collège, la plupart orientés par défaut, à proprement parler *désorientés* par une culture scolaire, énoncés et consignés, très éloignée de leurs savoirs d'expérience issus d'un vécu quotidien souvent méconnus, voire totalement inconnus des professeurs de Lettres-Histoire.

L'Histoire est donc un enseignement majeur en LP et les programmes renouvelés de 2009-2010 affirment l'apport essentiel de cette discipline dans la construction d'une identité personnelle et dans l'insertion sociale, civique et professionnelle des jeunes.

L'introduction au programme de CAP (**BOEN n°8 du 25 février 2010**) précise que l'Histoire aide les élèves à « *mieux comprendre la diversité des sociétés et la richesse des cultures* », notamment en favorisant des prolongements littéraires ou artistiques grâce à l'éventail des sujets d'étude (des voyages et découvertes du XVI^e au XVIII^e siècle aux guerres et conflits en Europe au XX^e siècle).

Au Bac Pro, le programme (**BOEN spécial n°2 du 19 février 2009**) en reprenant les deux finalités du programme de CAP, insiste sur les différentes temporalités « *en développant tant l'événement que les évolutions et les permanences* » et sur l'importance des individus, invitant ainsi à mieux incarner l'Histoire à travers le rôle des acteurs.

La part d'éducation civique liée aux trois grandes thématiques du programme (les Européens et le monde du XVI^o au XVIII^o siècle, État et société en France de 1830 à nos jours, le monde au XX^o siècle et au début du XXI^o siècle) est affirmée dans le préambule : « *La connaissance et le respect de l'altérité, l'identification des valeurs propres à notre société, contribuent à la formation citoyenne de l'élève* ».

Les pratiques pédagogiques se doivent donc d'être accrocheuses et motivantes pour des élèves aux fragiles acquis conceptuels ou méthodologiques, en termes de connaissances stables et de capacités maîtrisées.

Le colloque n'a pas vocation à répondre à ces enjeux. La question posée cette année, plutôt abstraite, n'a pas reçu l'accueil escompté en LP: Un seul PLP sur les listes d'émargement du PNF (sur 48 inscrits, professeurs de lycées généraux et technologiques et personnels d'encadrement à majorité dans les 3 académies du Sud-Ouest).

Malgré un affichage au PNF, le moment de ce colloque, tardif dans l'année, vient en 3^o position après la Géographie à Saint-Dié et les Rendez-Vous de l'Histoire à Blois.

Le contexte budgétaire et les priorités financières ont fait le reste...

Les interventions d'acteurs sociaux, écrivain, élus locaux, chef d'entreprises, journaliste, généalogiste ont poussé à ouvrir les perspectives et ont livré quelques clés d'entrée renouvelées. Elles ont placé **l'Histoire dans ses relations transversales** à d'autres usages que l'enseignement disciplinaire : liaisons entre la fiction narrative et le récit historique (discours de Claude Michelet), perspectives de préservation et d'aménagement des patrimoines liée au développement durable pour les conseillers municipaux de la communauté de communes de Brive, interrogations sur le rapport entre l'actualité médiatique, la question de l'histoire immédiate ou du temps présent et le temps long de l'Histoire de la part du journaliste, regain d'intérêt pour les recherches généalogiques.

Mais ces réflexions prennent tous leurs sens auprès des PLP, confrontés à un public scolaire aux difficultés linguistiques et langagières prégnantes et en mal de socialisation.

Du coup, les pratiques pédagogiques ne peuvent reproduire les habitudes prises au collège.

Il s'agit de mettre en valeur les sujets thématiques des programmes en :

- contextualisant les problématiques, d'une part en fonction du cadre local (importance des ressources de proximité, notamment dans le cadre de l'enseignement de l'Histoire des Arts), d'autre part selon les caractères de la filière professionnelle de formation (référentiels d'activités et savoirs associés);
- variant les approches des sources historiques qui ne sont pas seulement abordées par les corpus documentaires mais également par le récit oral (témoignage direct du contemporain encore possible, discours narratif rapporté par le professeur, jeux de rôle collectif...);
- accordant une place différente aux temps et aux actes de parole dans la classe : périodes davantage centrés sur l'échange entre élèves, parole magistrale moins interrogative et plus narrative, moins directive et plus attentive au dialogue polygéré.

On le devine, le cours d'Histoire en LP, au plus proche des intérêts de formation professionnelle des élèves, ne peut être que plus vivant, plus *incarné* pour faire surgir les ressorts des acteurs d'Histoire face à une situation précise (c'est l'objet et la raison des situations proposées dans les programmes renouvelés que de présenter un homme ou une femme confrontés à un enjeu politique -Jaurès et la grève de Carmaux en 1892, Colomb et l'entreprise des Indes, Louise Weiss et le vote des femmes, Simone Veil et son combat pour l'IVG...-, une tension mondiale à gérer -Wilson et les 14 points, Marshall en 1947...-).

Faire de l'Histoire en LP revêt donc une dimension réflexive et critique pour que les élèves appréhendent davantage les différentes temporalités, s'approprient au mieux, les héritages successifs de la France et s'inscrivent dans une continuité de valeurs lentement érigées par la République non sans combats.

C'est aussi l'occasion de prendre du recul, distance nécessaire à l'acquisition d'un esprit libre dans le respect de l'autre et de prendre le temps de la confrontation des sources d'information et de la variété des savoirs en faisant réfléchir les élèves sur la vérité des documents et leur rapports à la réalité (critiques, externe et interne).

La 3° demi-journée, colloque des jeunes, donne l'occasion aux classes d'investir l'espace public en préparant la tenue des interventions, gérant en temps réel, l'organisation des présentations multimédias et des temps de parole entre intervenants et la salle, composée en grande majorité d'élèves.

C'est un apprentissage public de la prise de parole dans toutes ses dimensions (enjeu et visée des discours, notamment argumentatifs, situations d'énonciation, stratégies de communication, place des supports multimédias dans l'éclairage des contenus exposés, gestion des dialogues, reformulations et objections...).

Il serait peut-être opportun d'y associer un moment de rencontres didactiques entre les professeurs engagés dans un tel colloque, qui viennent d'autres académies pour certains d'entre eux et ne sont pas directement concernés par le suivi et l'évaluation qualitative de leurs élèves.

Ces moments de formation tout au long de la vie sont d'autant plus précieux qu'ils portent rarement sur une prise de distance (pluri ou trans)disciplinaire, en associant comme à Brive, la dimension civique et citoyenne à l'Histoire.

En cela, Brive début décembre répond de façon très complémentaire à Blois mi-octobre.

Le colloque annuel, organisé par le centre d'études et musée Edmond-Michelet constitue ainsi une rencontre féconde entre les partenaires de l'École et les jeunes, moment original à privilégier, notamment auprès des jeunes mineurs et citoyens majeurs des classes de LP, comme l'ont attesté les interventions d'élèves de CAP et Bac Pro des lycées professionnels Lavoisier et Danton de Brive lors du 34° colloque en 2010.